



Le Syndicat National de l'Administration Scolaire, Universitaire et des Bibliothèques

Collèges, lycées, GRETA, EREA, rectorats, DSDEN, CIO, établissements d'enseignement supérieur, Canopé, CNED, CROUS, ONISEP, laboratoires, bibliothèques, Jeunesse et sports...

Motion d'actualité

adoptée par la commission nationale administrative du
SNASUB-FSU réunie à Bagnolet le mercredi 22 janvier 2025

Notre pays connaît de nombreuses crises dont les causes sont multiples ; certaines trouvent leurs racines dans la crise mondiale que connaît un système économique plombé par une utilisation irrationnelle des ressources naturelles ainsi que par un système d'échanges contradictoire avec les intérêts humains les plus élémentaires. Et d'autres par la mise en œuvre de politiques nationales qui elles aussi sont contraires à la satisfaction des besoins sociaux, démocratiques ou environnementaux les plus élémentaires.

Crise de régime avec des institutions qui dysfonctionnent, crise économique avec des plans de licenciements dans le secteur privé, crise dite de la dette publique sensée justifier des politiques d'austérité, crise sociale...

Les budgets Barnier au panier, l'austérité continuée avec Bayrou... STOP ou encore ?

L'arrivée d'un nouveau Premier ministre et d'un nouveau gouvernement fin décembre 2024 ne modifie en rien notre appréciation de l'ancien gouvernement Barnier. Le changement de méthode ne peut et ne pourra pas cacher la vérité des prix très longtemps. Là où Michel Barnier voulait économiser 40 milliards d'euros, Bayrou veut en économiser 30. Les aspects les plus décisifs sont discutés dans le débat parlementaire. Le 18 janvier, le Sénat a adopté le principe de réduire de 10 % la rémunération des agent-es publics en cas d'arrêt maladie, passant celle-ci de 100 % à 90 %. Cette disposition doit permettre une économie de 900 millions d'euros par an.

Et Amélie de Montchalin (ministre chargée des Comptes publics) a annoncé la baisse de 5 % des dépenses des opérateurs publics pour 2025. Cela signifierait un budget inférieur pour eux à celui de Barnier en octobre 2024.

Après la forte journée d'action du 5 décembre, restons mobilisé-es contre l'austérité et ses conséquences !

Dans ce contexte, il est réjouissant de constater que la question sociale s'est invitée dans les débats. C'est la preuve que la mobilisation des personnels paie !

Il faut mettre à l'actif de nos luttes depuis janvier 2023 jusqu'à la grève et aux manifestations massives du

5 décembre 2024, le fait que le gouvernement se soit trouvé contraint d'annoncer le retrait de son projet de suppression de 4000 postes enseignants ou de l'allongement à trois jours du délai de carence en cas de maladie pour les agent.es publics.

Il maintient cependant la réduction à 90 % de la rémunération en cas de maladie ordinaire pour les 3 premiers mois, le gel du point d'indice et la suppression de la GIPA

C'est inacceptable! Pour le SNASUB-FSU, la pénalisation des personnels contraint.es de s'arrêter de travailler pour raison de santé ne saurait être une variable d'ajustement budgétaire! Le SNASUB-FSU informe les personnels et agit syndicalement pour que cette mesure inique soit retirée du PLF 2025.

Le passage en force à grands coups de 49.3 sur la réforme des retraites de 2023 est resté un contentieux social brûlant contraignant le Premier ministre à organiser son « conclave » sur les retraites.

Le SNASUB-FSU n'est pas dupe de l'opération et de la méthode choisie. En n'invitant qu'une partie de l'Intersyndicale de 2023 aux discussions, sans la FSU, il cherche à la diviser. Il faut déjouer ce premier piège et **défendre l'unité syndicale autour de la revendication d'alors, celle de l'abrogation d'une réforme** infligée à des millions de travailleurs.euses.

Le SNASUB-FSU n'est pas dupe non plus de l'opération politicienne en cours visant à instiller dans l'opinion publique la *fake news* selon laquelle il y aurait un déficit caché des retraites de l'État. Là encore, c'est la recherche de la division et la spéculation budgétaire sur les futures pensions qui est à l'œuvre. C'est inacceptable!

Avec la FSU, le SNASUB-FSU agit pour prendre toute sa place dans le débat public pour défendre les retraites des fonctionnaires et préserver les dispositions du Code des pensions civiles et militaires en cohérence avec sa défense d'une fonction publique statutaire et de carrière.

En outre, le SNASUB-FSU dénonce la ruse grossière qui consisterait à subordonner l'abrogation de la réforme à un accord avec le MEDEF. Celui-ci a d'ores et déjà affirmé ne pas vouloir revenir sur l'âge légal de départ à la retraite avant 64 ans.

Si dans les semaines qui viennent, de nouveaux rendez-vous parlementaires vont déterminer la poursuite du gouvernement Bayrou ou non, **l'enjeu de la mobilisation sociale reste nécessaire dans la situation.**

Le SNASUB-FSU prendra toutes ses responsabilités en la matière et cherche dès maintenant à contribuer à l'unité syndicale **dans l'objectif de gagner l'abrogation de la réforme des retraites infligée par la force en 2023!**

98 milliards distribués en France en 2025 aux actionnaires des entreprises du CAC 40 !!! Ce n'est pas la crise pour tout le monde...

En un an, 98,2 milliards d'euros leur ont été reversés selon la presse spécialisée. Soit une hausse de 1 % par rapport à 2023, ce qui constituait déjà une année record. Ces presque 100 milliards d'euros représentent un montant de 60 % supérieur à ceux de 2019 (60,2 milliards), confirmant un immense bond en avant depuis la reprise de l'économie post-Covid.

Mais pour nos collègues, rien de changé fondamentalement...

De budgets austéritaires en budgets austéritaires, de réunions ministérielles en audiences ministérielles aussi, force est de constater qu'aucune mesure d'ampleur n'est prévue pour améliorer très concrètement et très significativement nos conditions de vie et de travail, bien au contraire.

Les schémas d'emplois concernant les personnels administratifs et ITRF du ministère de l'Éducation nationale — par exemple — ne prévoient aucune création pour 2025 alors que les charges et les missions des agent.es se complexifient et sont même en augmentation; dans un contexte où nos directions reconnaissent par ailleurs la sous-administration du ministère, également objectivée par un rapport sénatorial.

Pire même, la gestion de la pénurie qui en découle a pour conséquence des mesures de redéploiements de ces emplois : des retraits dans certaines régions ou académies pour permettre des créations dans d'autres. Inacceptable pour nous! Il faut (re)créer des emplois administratifs et ITRF à la hauteur des besoins!

La situation va même s'aggraver avec des subventions de charge de service public en baisse pour CA-NOPE, le CNED et l'ONISEP.

À en croire le gouvernement, nos rémunérations ne seront pas revalorisées en 2025. Pourtant elles continuent de décrocher du fait d'une inflation qui continue d'agir. Le ministre de la Fonction publique a en effet indiqué que le dégel de la valeur du point d'indice n'était pas une question de court terme... Il est inacceptable pour les agent.es publics de voir dégrader ainsi leurs conditions de vie et de voir leur travail quotidien au service de l'intérêt général ne pas être à ce point reconnu.

La smicardisation de nos traitements est un fait établi alors que les cadeaux fiscaux et les enrichisse-

À en croire le gouvernement, nos rémunérations ne seront pas revalorisées en 2025

ments privés à grands coups de milliards d'argent public du fait de la politique de l'offre en sont un autre. Ces choix dans l'utilisation de l'argent et des budgets publics ont largement contribué à casser l'attractivité des carrières de la fonction publique.

Pour gagner l'augmentation générale des salaires, la revalorisation significative de la valeur du point d'indice, la reconstruction des grilles de carrières et l'intégration des primes mensuelles dans le salaire indiciaire, **le SNASUB-FSU défend la perspective d'une mobilisation nationale d'ampleur** qu'il faut construire avec les personnels pour qu'elle soit la plus massive et unitaire possible.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, l'asphyxie budgétaire

Les établissements de l'ESR sont largement dans l'expectative budgétaire. Certains ont adopté leur budget souvent en déséquilibre sur la base des chiffres de l'année dernière. D'autres n'ont pas pu le faire pour cause de blocage des autorités rectores. Souvent les discussions des directions d'établissement portent d'une part sur les économies possibles : diminution de la masse salariale et des heures complémentaires, baisse des budgets de fonctionnement, suppression de la politique documentaire (université d'Angers) et d'autre part sur les nouvelles recettes envisageables : sur les droits d'inscription principalement. Les 2/3 des universités annonçaient à l'automne être en déficit. La politique en cours les amène à l'asphyxie financière, que les sénateurs essaient d'aggraver avec leur récent amendement au PLF 2025 de suppression de 630 millions d'euros de crédits pour la MIREs.

Pour le SNASUB-FSU, l'État doit assumer ses responsabilités et donner aux établissements les moyens nécessaires au fonctionnement du service public de l'ESR.

En 2025, le SNASUB-FSU à l'offensive pour porter les revendications, petites, moyennes et grandes...

Contre l'austérité budgétaire, contre les politiques de régression des droits ou bien pour l'expression des revendications présentes dans nos établissements ou services, notre syndicat porte partout les aspirations des personnels. **En 2025, on ne lâche rien!**

Mayotte, solidarité!

Enfin, notre commission nationale réunie ce 22 janvier tient à réaffirmer sa solidarité pleine et entière avec les tout.es les habitant.es de Mayotte en général et avec nos camarades du SNASUB-FSU Mayotte en particulier.

Avec la FSU, le SNASUB-FSU continue d'agir pour que la situation d'urgence créée par les conséquences du cyclone Chido et aggravée par la tempête tropicale qui a suivie soit traitée à la hauteur des besoins par le gouvernement et les directions ministérielles.

Reconstruction des infrastructures aux normes tropicales et accueil de tous les élèves et personnels dans des conditions de sécurité optimales, résolution du problème de l'eau, plan de titularisation des personnels contractuel.les, attractivité des emplois, aides financières d'urgence et soutien psychologique... **Les revendications ne manquent pas et notre détermination à les faire aboutir non plus!**

Par ailleurs, le SNASUB-FSU refuse toute remise en cause — y compris de façon expérimentale à Mayotte ou ailleurs — du droit du sol.

**En 2025,
on ne
lâche rien!**



→ **Le site web
du SNASUB-FSU**

<https://snasub.fsu.fr>



→ **Convergences**
le mensuel en ligne
du SNASUB-FSU

<https://convergences.snasub.fr>